

Médiateur de la CEEAC, Tshisekedi réconcilie le pouvoir de N'Djaména et l'opposant Succès Masra

P. 3

ECONEWS

Directeur de Publication : Faustin Kuediasala N° 803 du mercredi 1^{er} au jeudi 02 novembre 2023 Prix : 3.000 FC

Journal en ligne
et Tri-hebdomadaire
d'informations générales

Complexe Nzigi (ex-Muana Nteba),
Local n°50, Kinshasa/Gombe
Tél : +243 81 904 17 63/89 301 93 05
+ 243 903 185 670
E-mail : kuediasala@gmail.com
www.econewsrdc.com
L'info qui fait échos

Election présidentielle : que le meilleur gagne !

♦ Ils seront 26 sur la ligne de départ, dont Tshisekedi, Mukwege, Katumbi, Matata...

P. 2

Matata Ponyo Mapon : « Mon serment pour la revivification de la conscience patriotique »

Il y a 63 ans, précisément lors de la séance du 15 juillet 1960, que le tout premier Premier ministre congolais, Patrice Emery LUMUMBA, s'était adressé à l'Assemblée nationale en ces termes : «Le patrimoine national nous appartient (...). Nous-mêmes, les ministres, nous allons dans les milieux ruraux, nous allons labourer la terre pour montrer aux paysans comment nous devons faire nos coopératives (...) Nous ne voudrions jamais tromper le peuple (...). Les ministres doivent vivre avec le peuple (...). Nous ne devons pas passer aux yeux de la population comme les remplaçants des colonialistes.» P. 12



PARLONS-EN

Sept millions de déplacés !

ECONEWS

Le chiffre fait froid dans le dos. Selon l'Organisation internationale de migration (OIM), le nombre de déplacés de guerre du fait de la situation sécuritaire en Ituri, les Nord-Kivu et Sud-Kivu et la Tanganyika avoisinerait désormais les sept millions de personnes. Des milliers de familles entassés dans des camps de fortune à la périphérie des villes de l'Est congolais dans le dénuement le plus total. Un champ laissé libre aux organismes caritatifs étrangers qui, bon gré mal gré, leur apportent une assistance aléatoire selon le bon vouloir de la constellation de groupes...

(Lire en page 2)

Le coût des Jeux de la Francophonie fait polémique : l'OIF audite !

P. 4

En séjour dans le Lualaba, Modeste Mutinga impressionné par les ouvrages réalisés par le Fonds social de TFM (FSC-TFM)

P. 6

Election présidentielle : que le meilleur gagne !

● Ils seront 26 sur la ligne de départ, dont Tshisekedi, Mukwege, Katumbi, Matata...

Il y a eu plus de peur que de mal finalement. Particulièrement dans le camp du candidat Moïse Katumbi. Le leader du parti politique Ensemble pour la République a été au centre d'une lourde controverse autour d'une probable invalidation de sa candidature par la Cour constitutionnelle. A l'initiative d'un autre candidat, Noël Tshiani, qui soutenait mordicus que l'ancien gouverneur du Katanga détenait la nationalité zambienne, étant de surcroît d'ascendance zambienne. Requête déclarée recevable mais non fondée. Dans la même veine, deux autres candidats, dont Joëlle Bile - deuxième femme à se lancer dans la course - ont vu

leurs dossiers agréés, faisant passer le nombre de candidats à la présidentielle de 24 à 26. C'est le dénouement de plusieurs semaines d'une forte tension politique sur fond de menaces et d'une forte pression sur la Haute Cour qui, à la longue, joue au Ponce Pilate et dédouane par ricochet la Commission électorale nationale indépendante (CENI) au centre d'une polémique alimentée par l'opinion interne d'une part et des menaces à peine voilées de sanctions de la « communauté internationale » et longtemps accusée par l'opposition de faire le jeu du régime, d'autre part.

ECONEWS

Que le meilleur gagne !, serait-on tenté de s'exclamer. En effet, des vingt-quatre dossiers de candidatures à l'élection présidentielle transmises par la centrale électorale à la Cour constitutionnelle, assorties de deux requêtes en invalidation, la Haute Cour a tranché, aucune candidature n'a été invalidée et mieux, deux candidats ont été repêchés. La journée de ce vendredi 26 octobre sera certainement marquée d'une pierre blanche dans les camps de Moïse Katumbi et dans une moindre mesure celui de l'ancien premier ministre Augustin Matata Ponyo sur qui pèsent des accusations dans l'interminable dossier

judiciaire de la débâcle du Parc agro-industriel de Bukanga Lonzo. Quant à la requête introduite par un autre candidat, Seth Kikuni, et mettant en cause le président de la République qui brigue un second mandat, accusé de faux et usage de faux dans le libellé de ses noms et patronyme, elle a été déclarée irrecevable. La Cour constitutionnelle a même fait mieux : deux candidats retoqués par la CENI ont été repêchés, portant le nombre de candidats dans la course à la présidentielle à vingt-six.

DES RISQUES D'INTOLÉRANCE POLITIQUE

Passé le moment d'euphorie

dans les camps des oppositions, il est malgré tout prématuré de clamer que « tout est bien qui finit bien ». Loin de constituer un aboutissement, les arrêts de la Cour constitutionnelle inaugurent une autre période d'incertitude en cette période de précampagne qui devrait s'exacerber quand, à compter du 18 novembre s'ouvrira la campagne électorale proprement dite. On devrait assister à des restrictions de mouvements et des interdictions de rassemblements politiques de la part des services d'ordre, agissant la plupart du temps dans un excès de zèle croyant contenter les tenants

du pouvoir.

L'exemple d'intolérance politique le plus récent est celui posé par le gouverneur UDPS du Kasaï central. John Kabeya qui avait, au cours d'un rassemblement publique à Kananga, appelé tous les autres candidats à aller battre campagne ailleurs car sa province appartiendrait au seul « *Fatshi* » ! L'absence d'une condamnation ferme de ses propos, tenus quelques semaines après la violente agression dans la même ville du député et candidat Delly Sesanga blessé à la tête, suivie du silence des autorités au plus haut niveau laisse présager une campagne qui sera tout sauf apaisée.

Redynamisation du secteur industriel : Julien Paluku présente un bilan « prometteur » et des perspectives « encourageantes »

TIGHANA MASIALA

Le secteur de l'industrie en registrera-t-il des avancées significatives grâce aux réformes engagées ? C'est la question à laquelle ont répondu le ministre de l'Industrie, Julien Paluku Kahongya, ainsi que celui de la Communication et Médias, Patrick Muyaya Katembwe, mardi au cours du traditionnel briefing, dressant le bilan des actions entreprises et de grandes réformes en cours de réalisation.

D'emblée, le ministre de l'Industrie a rappelé l'importance du secteur industriel dans le développement économique d'un pays, soulignant que « l'industrie constitue un moteur de croissance et de création d'emplois ». « C'est pourquoi le Gouvernement de la République, à travers le ministère de l'Industrie, a mis en place plusieurs réformes visant à dynamiser ce secteur clé de l'économie », a-t-il rappelé.

Parmi les principales réformes déjà engagées, il a, notamment, épinglé la mise en place d'une politique industrielle nationale, la modernisation des infrastructures routières, énergétiques et électriques, la mise en place de parcs industriels (Zones économiques spéciales et technologiques) ainsi que l'amélioration du climat des affaires avec l'accompagnement de l'Etat par la simplification de la procédure de

création de l'entreprise. Il est également revenu sur la politique de valorisation des ressources naturelles du pays, en incitant les investisseurs à s'impliquer dans des projets d'exploitation et de transformation des matières premières.

Si le Gouvernement a tracé la voie à suivre pour le développement industriel, il y a cependant un prix à payer. « Le coût global de la mise en œuvre de ses réformes s'élève à 58,4 milliards USD, dont 21 milliards pour le secteur des infrastructures routières, 22,2 milliards aux infrastructures électriques et énergétiques, environ deux milliards à celles portuaires et 1,9 milliards à la mise en œuvre des ZES », a indiqué le ministre.

Au regard du chemin déjà parcouru, Julien Paluku note que « le bilan est largement positif ». En effet, de nombreuses industries, dit-il, connaissent un développement remarquable, notamment dans les secteurs de l'agroalimentaire, de la chimie et de la construction. Le taux de croissance du secteur industriel a ainsi augmenté de manière significative ces dernières années.

CHANGER DE PERCEPTION

Prenant la parole pour la circonstance, le porte-parole du Gouvernement, Patrick Muyaya, a évoqué les bonnes perspectives du secteur de l'industrie.

« L'objectif est de changer la perception et l'image de l'industrie congolaise, en mettant en avant les opportunités qu'elle offre et en favorisant l'innovation et l'utilisation des nouvelles technologies », a-t-il déclaré.

Pour atteindre cet objectif, le Gouvernement a prévu le renforcement des dispositifs d'accompagnement des entreprises industrielles, en misant sur la formation et le renforcement des compétences des travailleurs, a fait remarquer Julien Paluku, annonçant une série de mesures pour « encourager » l'investissement dans le secteur de l'industrie, tant au niveau national qu'international.

Les deux ministres ont conclu leur intervention en soulignant le rôle essentiel du secteur de l'industrie dans l'économie congolaise. Ils ont également appelé les acteurs économiques et les investisseurs à saisir les opportunités offertes par les réformes engagées et à participer activement à la croissance et au développement du secteur.

Tout compte fait, les réformes engagées dans le secteur de l'industrie affichent un bilan « prometteur » avec des perspectives « encourageantes », s'est félicité Julien Paluku.

MUYAYA TACLE L'OPPOSITION

Comme en pareilles circonstances, lorsqu'il s'agit

d'aborder une question d'actualité, le porte-parole du Gouvernement n'a pas manqué de réagir à une lettre rédigée par six candidats à la présidentielle de décembre prochain qui pose le préalable d'un éventuel dialogue pour des scrutins apaisés.

En tout cas, Patrick Muyaya ne les a pas ratés : « Ils doivent quitter la périphérie pour challenger avec des débats de fond. C'est illusoire de croire à des élections parfaites à 1.000%. Nous voulons dialoguer devant le peuple congolais. Toutes les étapes majeures du processus électoral sont tenues. Un conseil pour eux : c'est de lire ce que nous faisons. Pendant la campagne, ils doivent présenter aux électeurs leurs stratégies sur les questions de l'industrie, de la diplomatie, la santé, l'éducation, etc. Je suis curieux de lire leurs offres plutôt que de s'acharner sur la CENI dont certains ont des membres dans le même Bureau ». Avant d'asséner le coup fatal : « L'Opposition prépare plus la contestation que les élections ».

A quelques jours de la campagne électorale, les langues commencent déjà se délier. Et c'est sur le terrain des faits, autrement dit du bilan, que le Gouvernement attend se frotter avec l'Opposition, a promis Patrick Muyaya, son porte-parole.

PARLONS-EN Sept millions de déplacés !

(Suite de la Une)

armés qui n'hésitent pas quelquefois à leur faire payer un lourd tribut humain.

On ne compte plus les villages vidés de leurs habitants, des écoles et centres de santé incendiés, des prêtres enlevés jamais retrouvés... De Djugu au nord aux Hauts plateaux de Minembwe et au-delà dans le Tanganyika en passant par Oicha, Beni la Martyre, Kasindi, Butembo et Lubero, des massacres au quotidien se comptent par centaines, malheureusement banalisés par les dirigeants qui ont beau jeu de porter des accusations contre les pays voisins, tout en ménageant leur confort dans la capitale et des voyages de villégiature à l'étranger comme si tout allait pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles.

Sept millions de déplacés abandonnés à leur triste sort par ceux-là mêmes qui prétendent gouverner en son nom, c'est autant d'électeurs en moins. Des masses martyrisées mais qui n'en gardent pas moins une mémoire aiguë par des décennies d'errance. Dans leur errance, ces hommes et ces femmes n'oublient pas la montagne de promesses qui leur avaient été faites en son temps dans la perspective du rétablissement de la paix.

Tout comme ils gardent à l'esprit la déclaration de cet officiel congolais qui, s'adressant à une assistance d'investisseurs probables aux Etats-Unis (Texas), soutenait avec désinvolture qu'« il n'y a pas de guerre au Congo »!

Les élections, c'est dans moins de deux mois. Il reste à voir quel discours ceux qui briguent de nouveaux mandats ou ceux qui projettent de se lancer dans la bataille électorale tiendront à une population qui se demande si elle appartient toujours à cette entité territoriale appelée la République Démocratique du Congo au cœur de l'Afrique.

Médiateur de la CEEAC, Tshisekedi réconcilie le pouvoir de N'Djaména et l'opposant Succès Masra

Médiateur de la CEEAC (Communauté économique des Etats de l'Afrique Centrale) dans la crise tchadienne, le Chef de l'Etat, Félix Tshisekedi, a réussi un coup de maître en réconciliant les frères ennemis de N'Djaména par la signature, mardi à Kinshasa, d'un accord entre le gouvernement tchadien et l'opposant Succès Masra.

HUGO TAMUSA

Ce mardi 31 octobre à Kinshasa, un accord a été signé, marquant la fin d'une année d'exil pour l'opposant tchadien Succès Masra, lui ouvrant la voie pour un éventuel retour au Tchad. L'accord a été conclu entre le ministre de la Réconciliation nationale, Abderaman Koulamallah, et l'opposant Succès Masra, sous l'égide du Président de la République, Félix Tshisekedi.

Cet accord a été signé entre le Gouvernement de la Transition de la République du Tchad, représenté par M. Abderaman Koulamallah, ministre de la Réconciliation et de la Cohésion Sociale, et le parti politique «Les Transformateurs», représenté par son président, le Dr. Succès Masra.

L'objectif de cet accord est de faciliter le retour au Tchad du président du parti politique «Les Transformateurs» ainsi que de tous ceux qui avaient été contraints de quitter le territoire tchadien en raison des événements malheureux survenus le 20 octobre 2022.

La mission de Facilitation de la CEEAC pour le Proces-

sus de Transition au Tchad, mené par le Président Félix Tshisekedi, compte sur la bonne foi des parties signataires pour la mise en œuvre effective de cet accord.

Par ailleurs, la mission de Facilitation de la CEEAC a, dans un communiqué, réaffirmé son engagement à accompagner le peuple tchadien dans le processus de décripation du climat politique en vue de l'organisation d'élections démocratiques, libres, transparentes et apaisées.

Pour rappel, Masra était visé par un mandat d'arrêt international, accusé, entre autres, de tentative d'atteinte à l'ordre constitutionnel et d'incitation à la haine. Ces accusations ont été accentuées suite à la répression sanglante des manifestations du 20 octobre 2022, qui protestaient contre la prolongation de deux ans du mandat du général Mahamat Idriss Déby. Le bilan officiel annonce 73 morts, tandis que la société civile et l'opposition évoquent plus de 300 victimes.

Bien que l'accord constitue une avancée significative, les modalités précises du retour de Masra, les condi-



L'opposant tchadien, Succès Masra (à gauche du Président Tshisekedi), peut enfin envisager le retour à N'Djaména.

tions y afférentes et les garanties juridiques demeurent à définir, les deux parties s'étant montrées peu bavardes à ce sujet.

Cet accord marque une étape cruciale dans la gestion de la crise tchadienne, et s'inscrit dans les efforts de médiation du président Félix Tshisekedi, initiés en 2021 suite à la disparition du président Idriss Déby.

Toutefois, de nombreux enjeux demeurent, notamment le désaccord persistant entre le pouvoir tchadien et l'opposition concernant l'éligibilité des dirigeants de la transition. Les autorités tchadiennes rappellent cependant que l'ambition de cette médiation est de parvenir à des élections transparentes, apaisées et inclusives à l'issue de la

période de transition prévue jusqu'en octobre 2024.

En effet, Succès Masra, l'un des plus farouches opposants tchadiens, est arrivé, samedi 28 octobre à Kinshasa, à l'invitation du Président Félix Tshisekedi. Succès Masra avait quitté le Tchad après la sanglante répression de la manifestation contre le pouvoir de transition du 20 octobre 2022, visé, depuis lors, par un mandat d'arrêt international et a dû repousser son retour à Ndjamen pour laisser la médiation négocier la décripation.

Samedi 28 octobre, devant la presse, le chef de la diplomatie congolaise, Christophe Lutundula, a reconnu la complexité de la médiation dans la crise tchadienne, alors que Succès Masra est en RDC. Il a évoqué le rôle délicat tenu

par Félix Tshisekedi : «Le président est médiateur. Son travail est de recevoir toutes les parties du conflit pour voir ce qu'elles pensent, ce qu'elles proposent comme solutions et les rapprocher».

Dans le même temps, à Ndjamen, un collectif d'avocats pour la défense du parti Les Transformateurs demande au procureur général, qui a émis le mandat d'arrêt international contre Succès Masra, de le retirer. L'un des avocats, Me Allatan Ndordji, estime au micro de notre correspondant Olivier Monodji que ce mandat est nul : « Nous avons démontré que l'auteur de ce mandat n'a pas le pouvoir de décerner, parce qu'il n'est pas magistrat. Il a quitté la magistrature en 2020, il est investi d'une charge notariale. La procédure même du mandat est fautive, les motifs qui constituent le contenu de ce document ne peuvent pas qualifier l'infraction ou les infractions.»

Pour l'avocat, «les autorités manipulent les institutions pour des règlements de comptes». «C'est déplorables! (...) L'auteur de cet acte doit le retirer, purement et simplement. C'est à la suite de ce mandat d'arrêt que des Transformateurs sont détenus arbitrairement, depuis environ un mois. On se demande s'il faut tenter une procédure contre le ministre et ses subordonnés pour détention arbitraire», précise-t-il.

Présidentielle 2023 : le Sondage «Grand Œil» plébiscite Tshisekedi avec plus de 77% des intentions de vote

FRANCIS N.

Pour le sondage «Grand Œil», un cabinet d'études et prospection basé à Kinshasa, la présidentielle du 20 décembre 2023 est presque jouée au regard de la grande avance qu'affiche le Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo.

Le Sondage «Grand Œil», qui fonde ses convictions sur la base d'une étude menée sur un échantillon de 11.300 personnes interrogées sur la crédibilité du processus électoral, pense que le Chef de l'Etat est assuré de battre à plate couture ses concurrents à la prochaine élection présidentielle.

Sur la base des intentions de vote en décembre prochain, les données collectées par le sondage «Grand Œil» renseignent qu'«une grande majorité de 77,7% des répondants prévoient de voter pour Félix Tshisekedi, ce

qui indique un fort soutien en sa faveur. Moïse Katumbi recueille 12% des intentions de vote, suivi de Martin Fayulu avec 7%. Denis Mukwege obtient 3% des intentions de vote. Ces résultats suggèrent que Félix Tshisekedi est en position de force, avec un large soutien parmi les électeurs, tandis que les autres candidats obtiennent des niveaux de soutien plus modestes. Cependant, il est important de noter que ces résultats sont basés sur un sondage et ne prédisent pas nécessairement le résultat final de l'élection présidentielle».

Alors que certains, principalement dans les rangs de l'Opposition, remettent en cause la crédibilité du processus électoral, le Sondage «Grand Œil» a un avis contraire. De la crédibilité de la Cour constitutionnelle

«Une majorité de 62% des répondants souhaite que la Cour constitutionnelle

réexamine les dossiers des candidats aux élections présidentielles, ce qui indique un niveau de préoccupation quant à la crédibilité du processus initial. De plus, 14% des participants expriment des doutes quant à la crédibilité de la Cour constitutionnelle dans l'examen de ces dossiers.

Enfin, 24% des personnes interrogées préfèrent attendre la suite du processus pour prendre une décision définitive, montrant ainsi une certaine hésitation ou réserve par rapport à la crédibilité de la Cour constitutionnelle. Ces résultats reflètent des opinions variées quant à la confiance dans l'examen des dossiers des candidats à la présidentielle par la Cour constitutionnelle», rapportent les données recueillies par le Sondage «Grand Œil».

Sur ce point précis, les résultats du Sondage «Grand Œil» sont sans équivoque :

«Il est donc noté que 93% des Congolais estiment que le processus électoral en RDC est inclusif et n'a rejeté aucune candidature. Seulement 5% pensent que Denis Kadima a été complaisant, tandis que 2% attendent la finalité du processus. En outre, la grande majorité (93%) des répondants ont confiance dans l'intégrité du processus électoral et estiment que les élections en RDC sont libres et justes, bien que 5% aient signalé avoir été témoins d'irrégularités électorales».

Les Congolais sont-ils intéressés à un débat télévisé entre les candidats à la présidentielle ? Le Sondage «Grand Œil» révèle : «Une vaste majorité de 88% des Congolais sont favorables à l'organisation d'un débat contradictoire entre les candidats aux élections présidentielles, quel que soit le format choisi pour celui-ci. Cette forte préférence indi-

que un fort intérêt pour l'engagement politique et la discussion publique. Seuls 12% des répondants n'ont pas d'avis tranché sur la question. Les résultats reflètent un fort soutien à l'idée d'un débat contradictoire comme un moyen d'informer les électeurs et d'encourager la participation citoyenne».

A tout prendre, le Sondage «Grand Œil» se félicite de la pertinence de son étude qui a le mérite, pense-t-il, «d'avoir examiné quelques jalons fondamentaux, concernant l'échantillonnage, la méthodologie utilisée, sans pencher sur les probables résultats de vote qui ne dépendent ni des sondages, encore moins des prédictions basées sur des considérations subjectives» - l'objectif principal étant de «mesurer la crédibilité du processus électoral en RDC et non pas celui des résultats de la prochaine présidentielle».

Le coût des Jeux de la Francophonie fait polémique : l'OIF audite !

Combien ont coûté finalement les 9^{èmes} Jeux de la Francophonie, organisés du 28 juillet au 6 août 2023, à Kinshasa ? Pour le ministre des Finances, Nicolas Kazadi, ces Jeux ont coûté à la République sept fois plus que ce qui était prévu, soit 324 millions de dollars américains pour un budget initial de 48 millions USD. «Faux», rétorque Isidore Kwandja, directeur du Comité national des Jeux, qui estime que le ministre des Finances s'est trompé en confondant le budget des Jeux et les travaux d'infrastructures entrepris par le ministère des Infrastructures et Travaux publics. A l'OIF (Organisation Internationale de la Francophonie), co-organisatrice de ces Jeux, on voudrait y avoir aussi clair. A cet effet, une délégation de l'OIF est arrivée à Kinshasa pour mener un audit du budget opérationnel des 9^{èmes} Jeux de Kinshasa, en pleine polémique autour du coût de l'événement.

ECONEWS

Après la réussite des 9^{èmes} Jeux de la Francophonie de Kinshasa, l'heure est à la reddition des comptes. Déjà, les premiers éléments d'informations ont été révélés par le ministre des Finances, Nicolas Kazadi, qui a affirmé samedi que les Jeux de Kinshasa avaient coûté près de sept fois plus cher que ce qui était prévu.

«De 48 millions [de dollars US], on est arrivé à 324 millions», a déclaré Nicolas Kazadi, dont les propos ont déclenché, le 28 octobre, des commentaires acerbes sur les réseaux sociaux. «De 12 millions [de dollars] pour les opérations, on est arrivé à 78 millions. De 36 millions pour les investissements, on est arrivé à 246 millions», a détaillé le ministre des Finances.

Nicolas Kazadi estime que «le directeur national des Jeux, de son propre chef, a décidé d'augmenter des rubriques et des budgets sans l'aval du comité de pilotage». Selon le ministre des Finances, il aurait aussi «signé des ordres de paiement pour certains bénéficiaires que lui-même avait décidé de recruter, sans avoir la provision budgétaire nécessaire».

Directement visé, le directeur du Comité national d'organisation, Isidore Kwandja, n'a pas tardé à réagir via son compte twitter, se disant «surpris» des chiffres avancés par le ministre des Finances.

Sur son compte X (twitter), Isidore Kwandja s'est fendu en conjectures, remettant en cause les chiffres avancés par le ministre des Finances.

«Nous sommes surpris d'apprendre sur les réseaux sociaux que les Jeux auraient coûté 324 millions de dollars alors que nous savons que le budget adopté par le Comité de pilotage et approuvé par l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) était de 66,9 millions d'euros», a répliqué le 29 octobre sur X (twitter) le directeur du Comité national des Jeux, Isidore Kwandja. Et d'ajouter : «Notre gestion de l'organisation des Jeux a été très rigoureuse, transparente et judicieuse (...) «S'il y a eu un dépassement du budget dont on parle, les raisons sont à chercher ailleurs, pas à la direction nationale des Jeux», en rappelant qu'il avait toujours travaillé en étroite collaboration avec l'Inspection générale des finances qui validait toutes les dépenses.

Isidore Kwandja se justifie : «La confusion créée par les propos du ministre des Finances tient au fait qu'il a mis dans le même panier les fonds alloués à la direction du CNJF pour l'organisation des Jeux et ceux attribués au ministère des ITP pour la construction des infrastructures. Ce dernier volet du budget ne relève aucunement de la direction du CNJF mais, bien du ministère des ITP et de celui des Finances qui avaient la responsabilité de la construction, de la



réhabilitation et d'aménagement des infrastructures. Ces deux ministères peuvent donc mieux que la direction du CNJF expliquer l'affectation des 324 millions de dollars que le ministre Kazadi aurait déboursé pour les Jeux».

L'OIF ENQUÊTE

Où se trouve alors la vérité? Entre Nicolas Kazadi et Isidore Kwandja, qui dit vrai ? C'est l'énigme qu'une délégation de l'OIF, arrivée le week-end dernier à Kinshasa, tentera d'éclaircir. Il s'agit d'effectuer un audit du budget opérationnel des 9^{es} Jeux de Kinshasa.

Cette mission d'audit, qui va durer cinq jours, était prévue de longue date et n'a pas été déclenchée par la polémique, qui a éclaté ce week-end, sur le coût des Jeux, soulignant le service de communication du Comité national d'organisation de ces Jeux de la Francophonie.

«Nous sommes en mission après les Jeux, je suis accompagnée par un commissaire aux comptes de la Direction générale des finances publiques françaises pour effectuer un audit sur le budget opérationnel de ces Jeux, a déclaré dimanche soir à son arrivée à Kinshasa, Zeina Mina, directrice du Comité international des Jeux de la Francophonie, citée

dans un communiqué.

«C'est ce budget-là qui fait l'objet de cette mission de l'OIF, qui va faire la reddition des comptes et voir comment cet argent a été géré», soulignait le communiqué.

Les 9^{es} Jeux de la Francophonie avaient été attribués à la RDC en 2019 et auraient dû se tenir en 2021. Mais ils avaient été reportés à 2022 à cause de la pandémie de Covid-19, puis d'un an supplémentaire. Les travaux ont été achevés à la dernière minute et le doute a persisté quasiment jusqu'à la cérémonie d'ouverture sur la capacité de Kinshasa à accueillir ces jeux, qui, au final, ont été considérés comme un succès.

Après la tenue de ces Jeux, l'OIF s'est dit surprise par la grande réussite de ce grand rendez-vous de l'espace saluant le «miracle congolais».

«Le miracle congolais...»

Malgré les reports, les travaux à la dernière minute et les inquiétudes, notamment sur la sécurité, Kinshasa a «réussi» à organiser les 9^{es} Jeux de la francophonie, qui s'achèvent dimanche, avait déclaré Zeina Mina, et de poursuivre : «Avec l'accompagnement des instances de la Francophonie, le pays hôte a re-

levé le défi et a réussi à organiser les 9^{es} Jeux de la francophonie. Le taux de participation a été satisfaisant, malgré toutes les difficultés rencontrées, les inquiétudes, les incertitudes autour de cette édition et les deux reports (en 2021, puis 2022). Nous avons eu 3.533 participants, dont 1.810 sportifs et artistes [ayant pris part aux compétitions]. Trente-sept pays étaient représentés [...] Au tout début, l'hébergement était compliqué, mais après, cela s'est mis en place. [...] Nous avons eu plusieurs records de la francophonie battus en athlétisme, grâce notamment à la qualité de la piste, qui a été totalement renouvelée. Il y a eu une grande ferveur autour des Jeux. Ce qui me frappe, ce sont les gens qui se bousculent pour voir quelque chose de nouveau. Ils ont adhéré, ils applaudissent tout le monde, que ce soit des Congolais, des Roumains, des Français, des Libanais...»

L'euphorie étant donc passée, l'heure est à la reddition des comptes. Et sur ce point précis, entre Nicolas Kazadi et Isidore Kwandja, il y a une guerre des chiffres qui ne laisse pas indifférente l'opinion publique.

Député national, élu de Kananga, Claudel-André Lubaya n'a pas caché sa colère (voir encadré).

Jeux de la Francophonie : un scandale de trop

En détournant 324 millions USD au prétexte de matérialiser la vision du Chef de l'Etat dans le cadre des jeux de la Francophonie, le Gouvernement s'est rendu coupable de délinquance financière aggravée et, de ce fait, s'est placé du bon côté de l'indécence.

Présentés comme succès planétaire et référence historique, les jeux de la francophonie organisés par la RDC du 28 juillet au 6 août 2023 n'auront été, en réalité, à l'instar des autres projets initiés par le Gouvernement congolais, qu'un tombeau pour les finances publiques dont 423 millions de dollars américains ont été aspirés à des fins d'enrichissement illicite de différents intervenants.

Prévus pour un montant total de 48 millions USD, les jeux de la francophonie auront impunément coûté à la République saignée, 324 millions USD. Aucun mot, aucune explication ni aucune théorie ne suffira pour justifier une telle augmentation si ce n'est la boulimie insatiable des différents intervenants.

Avec ces chiffres effroyables, le pays a été escroqué tambour battant, dans un spectacle des jeux et lumières, au profit d'un noyau des politiques, fonctionnaires et autres prestataires, délinquants financiers, qui se sont insolemment enrichis en gonflant sans pitié, les chiffres de l'organisation. Les révélations du ministre des finances, dont

la responsabilité se trouve engagée en vertu de l'article 128 de la Loi relative aux finances publiques, mettent en lumière la légèreté avec laquelle sont gérées les finances publiques par les différentes autorités qui interviennent dans la chaîne de dépense et, constituent au regard de l'article 129 de la loi précitée, une faute de gestion et un cas avéré de détournement de deniers publics. Les auteurs, co-auteurs et complices de ce scandale devront en répondre le plus tôt et le plus vite possible, pour que lumière soit faite et que les responsabilités soient établies.

CLAUDEL-ANDRÉ LUBAYA
DÉPUTÉ NATIONAL

Partage de plus de 10 millions USD entre agents et cadres de la Gécamines : l'IGF contredit la Coalition « Tous Pour la RDC »

L'Inspection Générale des Finances (IGF) n'a pas attendu trop longtemps pour remettre en cause la version reprise par la Coalition « Tous Pour la RDC » dans le partage de plus de 10 millions USD entre agents et cadres de la Gécamines (Générale des carrières et des mines). L'IGF nie son implication dans cette opération et promet de rétablir l'Etat congolais dans ses droits.

ECONEWS

Il n'y a eu aucune irrégularité dans le partage de 10 millions USD entre agents et cadres de la Gécamines SA, a affirmé la Coalition « Tous Pour la RDC » dans un communiqué publié simultanément à Kinshasa, Kolwezi et Lubumbashi en date du 24 octobre 2023, sous le titre « Les 10 millions de dollars américains de primes remis à des cadres et agents de la Gécamines ont été autorisés par l'Inspection Générale des finances (IGF) et le Gouvernement de la RDC ».

Dans son communiqué, au regard des éléments en sa possession, la Coalition affirme que l'IGF (Inspection Générale des Finances) était au courant de toutes les opérations.

« L'IGF, qui encadre en amont tous les paiements de Gécamines SA depuis avant cette période, avait donné son avis favorable en posant quelques conditions dont : les bénéficiaires doivent payer l'impôt sur cette prime, ce qui fut fait; le paiement doit être fait par banque pour la traçabilité, ce qui fut fait », indique le communiqué. Et de préciser : « Dans le cas de la Gécamines SA, trois (3) assem-

blées générales ordinaires ont été organisées pour discuter de cette situation de rémunération. C'est à travers ces assemblées générales ordinaires qu'il avait été décidé l'octroi de ces rémunérations et chaque mois, l'IGF les connaît et les autorise ».

Si la Coalition « Tous Pour la RDC » ne trouve rien à redire dans le partage de ces 10 millions USD entre non seulement cadres et agents de la Gécamines, elle formule cependant des recommandations autant, au Gouvernement à l'IGF qu'aux autorités de la Gécamines pour non seulement réguler les avantages dus aux mandataires publics, mais aussi accélérer le plan d'investissement de cette entreprise du Portefeuille de l'Etat.

L'IGF CONTREDIT « TOUS POUR LA RDC »

Le démenti de l'IGF n'a pas tardé, se dédouanant de toute immixtion dans cette affaire de partage de 10 millions USD de la Gécamines, contrairement à la position défendue par la Coalition « Tous Pour la RDC ».

« Cette bande de maffieux a réussi à se faire payer cette somme non pas à la Gécamines, mais dans une filiale de la

Gécamines, SIMCO, qui, au moment des faits, n'était pas encore sous contrôle d'encadrement de l'IGF », a indiqué le n°1 de l'IGF, déchargeant toute implication de son organisation dans cette affaire.

Selon Jules Alingete, ses inspecteurs n'ont découvert cette machination qu'au terme d'une mission de contrôle entreprise en septembre 2023. « L'IGF vient de découvrir cette escroquerie au mois de septembre 2023 lorsqu'elle a décidé de mettre toutes les filiales de la Gécamines sous surveillance », a fait observer Jules Alingete, toujours cité par Africanews.

Déterminé à faire toute la lumière sur cette affaire, le patron de l'IGF promet de rétablir l'Etat congolais dans ses droits. Il s'étonne cependant de l'insatiabilité des mandataires de la Gécamines qui, quoi que bien payés, siphonnent autant de millions de dollars américains de l'entreprise : « Ces individus dont certains touchent plus de 100 000 USD le mois à la Gécamines ont suffisamment démontré leur capacité de nuisance. Comment pourrait être possible que l'IGF ait été au courant et que ça soit la même IGF qui les interpelle aujourd'hui ? »

LA GÉCAMINES SE DÉFEND

Dans tous les cas, dans un communiqué de presse daté du 26 octobre 2023, la Gécamines a donné sa version des faits, reprenant les conditions de ce partage des fonds.

Tout en démentant la version présentée par un document attribué à l'IGF, la Gécamines a apporté les précisions suivantes : « Au premier trimestre 2022, Gécamines a rejeté les propositions de Glencore en matière d'affectation des dividendes dans le cadre de son partenariat Kamoto Copper Company en raison de leur caractère insuffisant au regard des résultats de l'année et des modalités de la gestion passée; Le Conseil d'administration de Gécamines a désigné en avril 2022 une Commission ad hoc chargée de discuter avec KCC et Glencore AG des comptes et de la gouvernance; Après la phase des travaux préparatoires, la Commission, accompagnée de ses conseils internationaux, a organisé une série de rencontres tenues entre mai et juillet 2022 avec Glencore pour contester et réviser les propositions et modalités d'affectation des résultats et revoir la gouvernance du partenariat; Ces discussions ont notamment abouti à un paiement de dividendes de 211 millions USD en faveur de Gécamines au titre de l'exercice 2021, constituant le premier versement de dividendes jamais effectué par KCC en 20 années d'existence et le plus important dividende jamais perçu par Gécamines dans un de ses partenariats; C'est au regard du résultat exceptionnel et inédit obtenu, qu'une gratification avait été autorisée par le Conseil d'Administration de Gécamines et payée entre octo-

bre et décembre 2022 aux membres de la Commission ad hoc et aux agents ayant concouru à la réalisation de cet heureux dénouement; Ce montant de 211 millions de dollars américains, a généré des taxes et impôts pour un total de 71 millions de dollars pour le Trésor public; Le Conseil d'administration actuel de Gécamines ne peut donc que regretter de voir ainsi jetée en pâture l'entreprise auprès de l'opinion publique, pour des opérations parfaitement documentées au sein de ses organes sociaux, réalisées en toute transparence en 2022 via des virements bancaires aisément retraçables et retracés, mais malheureusement présentés une année plus tard comme de possibles détournements; Gécamines prend bonne note des observations de l'IGF sur l'absence de réponse des organes saisis de Gécamines et tient à la disposition de l'IGF toutes les informations nécessaires. »

Convaincu de ne pas avoir violé les règles en la matière, la Gécamines a promis de « continuer à œuvrer vis-à-vis de ses partenaires pour mettre fin à ces anomalies et permettre un juste retour de l'exploitation des ressources minières mises à leur disposition, pour le bénéfice de son actionnaire unique, l'Etat congolais ».

C'est dire que l'épilogue qui entoure le partage de 10 millions USD entre agents et cadres de la Gécamines est encore loin de livrer ses secrets.

Carlos Yanda et Rock Metals Congo excellent dans le « lobbying managérial pour attirer les investisseurs en RDC »

NANA K.

Le directeur général de la société anonyme Rock Metals Congo, Carlos Yanda Kabongo, était, lundi 30 octobre, devant la presse pour annoncer son intention d'attirer les investisseurs en République Démocratique du Congo. Les échanges ont tourné autour du thème « Lobbying managérial pour attirer les investisseurs en RDC : défis et avantages ».

Au cours de cet échange, le directeur général de Rock Metals Congo a présenté ses ambitions d'investir, ensemble avec ses partenaires, dans divers secteurs, notamment maritime, de l'aviation civile et des mines.

« Nous sommes en train de ramener deux grandes cimenteries au niveau du Kasai et de la province du Sud-Ubangi. Nous sommes aussi parmi ceux qui appuient la construction du port en eaux profondes de Banana. Nous avons même une grosse concession de plus de 7 hecta-



Carlos Yanda Kabongo (au centre) était lundi devant la presse.

res où nous allons entreposer toute la logistique », a-t-il déclaré, estimant que « Les investisseurs sont plus rassurés quand on est en partenariat avec le gouvernement congolais ».

Il croit sur la capacité du secteur privé à accompagner l'Etat congolais. « Le secteur privé est celui qui va rassurer les investisseurs de manière à ramener de

gros capitaux. Et nous avons cette force et ce lobbying de ramener de gros investissements pour soutenir son élan d'émergence ».

Carlos Yanda Kabongo dit avoir répondu à l'appel du Chef de l'Etat, Félix Tshisekedi, pour participer à la reconstruction nationale. « Nous avons répondu à l'appel vibrant du Chef de l'Etat », annonce-t-il.

Ensemble avec ses partenaires, il dit avoir déjà engagé des actions dans le secteur minier, en injectant environ 10 millions USD dans la filière cuivre-cobalt. Il promet cependant de faire plus : « Nous sommes en train de faire venir de gros investisseurs qui sont prêts à injecter des milliards de dollars américains dans divers secteurs au travers des partenariats public-privé ». « Si on est en partenariat avec l'Etat, ça sera une grande garantie pour l'investissement », note-t-il.

A la tête de Rock Metals Congo, M. Carlos Yanda dit gérer une plateforme des investisseurs qui ont des moyens financiers et qui veulent fructifier cela en RDC. « La plateforme présente les projets aux investisseurs. C'est à eux de choisir le projet leur a porté. Nous créons par la suite une société dans le cadre de ce projet en mettant en place une administration pour sa mise en œuvre ».

Selon lui, sa plateforme a déjà lancé 12 projets en RDC.

Dans son viseur, il y a le projet du Parc agro-industriel de Bukanga-Lonzo qu'il pense récupérer. Il se dit entouré des investisseurs qui sont prêts à mobiliser plus de 280 millions USD pour relancer Bukanga-Lonzo.

Pour l'instant, il frappe à la porte de la Présidence de la République pour obtenir un réel accompagnement de l'Etat congolais. « Un investisseur ne peut pas venir sans la garantie de l'Etat. Le jour où le Chef de l'Etat va me nommer ambassadeur itinérant, ça sera un grand challenge pour faire le lobbying de la RDC et ouvrir le pays aux grands investisseurs qui n'attendent que la garantie de l'Etat pour entreprendre en RDC », a-t-il fait savoir.

Initié en 2017, suite au manque de logistique de qualité dans le secteur minier, Rock Metals Congo n'a pas cessé de gagner en expérience durant ces activités rendues aux entreprises, spécifiquement dans la province du Haut-Katanga, s'est félicité Carlos Yanda Kabongo.

En séjour dans le Lualaba, Modeste Mutinga impressionné par les ouvrages réalisés par le Fonds social de TFM (FSC-TFM)

En séjour à Tenke Fungurume Mining (TFM), dans la province du Lualaba, le ministre des Affaires sociales, Actions humanitaires et Solidarité nationale, Modeste Mutinga, a visité, le jeudi 26 octobre 2023, diverses infrastructures, achevées et en cours, réalisé par ce géant minier dans le cadre de son Fonds social communautaire (FSC-TFM).

Cette visite s'inscrit dans la procédure d'évaluation des ouvrages déjà réalisés avec la dotation de 0,3 % du chiffre d'affaires de TFM allouée aux projets de développement communautaire. Le FSC-TFM va bientôt céder la gestion à la Dotation TFM (DOT-TFM), une structure établie par le gouvernement aux termes du code minier révisé.

Accompagné d'une forte délégation du ministère des Affaires sociales et celui des Mines, de la direction de

tuellement en cours d'asphaltage. Sous la direction du CPO de TFM Wu Shenggen, le Ministre s'est ensuite rendu à la sous-station électrique de Tenke, un projet d'une valeur de 6.041.474 USD et achevée à 90%. Une fois finie, la sous-station devrait fournir de l'énergie électrique non seulement aux ménages de Tenke, mais aussi aux communautés réinstallées de New Kyamba et New Mitumba.

Désireux d'avoir une vision plus large du travail de FSC-TFM, le Ministre s'est ar-



TFM ainsi que de divers membres des médias, le Ministre a commencé sa visite par la cité de Tenke, à 30 km de Fungurume.

Sur place, Modeste Mutinga a pu évaluer de première main les travaux du FSC-TFM en commençant par les 2 kilomètres de route déjà achevés et les trois kilomètres supplémentaires ac-

été aux réservoirs d'eau de Tenke, d'une capacité combinée de 360 m³. Le réseau d'eau de Tenke relie 15 bornes fontaines, disséminées dans toute la cité, fournissant de l'eau potable aux membres de la communauté locale et à ceux qui vivent en périphérie.

Le patron des Affaires sociales ne pouvait terminer

sa visite à Tenke sans s'arrêter au Centre de promotion sociale, une structure qui doit sa renommée par ses programmes d'autonomisation et de préparation de la jeunesse locale à la vie professionnelle. C'était l'occasion pour le ministre Mutinga de découvrir les différents programmes organisés dans ce Centre de promotion, de dialoguer avec les apprenants et d'apprécier les efforts de FSC-TFM en matière de promotion de l'éducation et du développement des jeunes.

PRISE EN CHARGE EFFICIENTE DE LA JEUNESSE

«Les enfants peuvent s'estimer heureux pour l'accès à des infrastructures modernes et un enseignement de qualité», s'est-il exprimé.

À côté du Centre de promotion sociale, le ministre a également visité l'Institut Tenke, une école catholique parrainée, et l'école Kitoto à New Mitumba, qui sont toutes deux des réalisations du FSC-TFM. Notant que près d'une vingtaine d'écoles ont

été construites par le FSC dans la concession de TFM.

Le ministre Mutinga a ensuite visité le Centre de santé de New Mitumba, accueilli, son arrivée, par le professeur Edouard Swana, directeur des Relations communautaires de TFM, qui lui a présenté l'impact bénéfique du centre de santé sur la communauté. Il convient de mentionner que les centres médicaux dans toute la concession de TFM bénéficient du soutien du FSC-TFM en termes de médicaments et d'équipements médicaux.

De retour à Fungurume, le ministre des Affaires sociales a eu l'occasion de remettre anticipativement une ambulance toute neuve, don de la DOT-TFM, au Centre de santé de référence Dipeta.

«Nous dérogeons à la procédure pour remettre cette ambulance, don de la DOT-TFM au Centre de santé Dipeta. La vie n'a pas de prix», a-t-il dit, remettant la clé du véhicule au médecin directeur via le coordonnateur de la DOT,

l'exhortant à gérer l'équipement de manière responsable.

Au terme de la visite, le Ministre ne pouvait cacher sa satisfaction pour le travail accompli par TFM à travers le Fonds social communautaire. Il a félicité TFM pour avoir épousé la vision du Président de la République, vision qui vise à élever les conditions de vie de la population et à favoriser la participation du secteur minier au développement du pays.

«Avoir des stations de fourniture d'énergie, avoir des stations de fourniture d'eau potable, avoir des écoles et centres de santé est une prouesse remarquable», a souligné Modeste Mutinga, résumant le tour qu'il a fait des ouvrages communautaires réalisés dans la concession de TFM.

Le Fonds social communautaire de TFM a été mis en place en 2010. La structure devrait officiellement transférer la gestion de la dotation de 0,3% à la DOT-TFM dans les jours à venir.

AVEC COMMUNICATION TFM



Tshisekedi aux jeunes entrepreneurs : «J'ai eu raison de croire en l'entrepreneuriat congolais»

Le Président Félix Tshisekedi a échangé, lundi soir à la cité de l'Union africaine, avec 120 jeunes entrepreneurs congolais. C'était au cours d'une rencontre dénommée «Meet The President» organisée dans le cadre du mois de l'entrepreneuriat. Bien avant, le Président Félix Tshisekedi avait inauguré, dans la commune de Limete, à Kinshasa, la «Maison de l'entrepreneur congolais» qui se veut un cadre d'échanges pour assurer la visibilité de la créativité congolaise.

En les conviant à un dîner de partage, lundi soir au chapiteau de la cité de l'Union africaine, les jeunes entrepreneurs ont été rassurés par le Chef de l'Etat de la possibilité de bénéficier de plusieurs opportunités d'affaires réservées aux produits locaux, dits «Made in DRC». «Ce n'est pas pour rien que nous avons lancé le Programme de développement de 145 territoires. Et je peux vous rassurer que vous allez avoir beaucoup d'opportunités à offrir des produits et des services congolais», a déclaré le Président Félix Tshisekedi, au cours de cette soirée qui a réuni un échantillon de jeunes entrepreneurs

venus des 26 provinces de la RDC.

A leur retour, le Président de la République les a invités à soigner le service et surtout à cultiver le civisme fiscal, moyen rassurant pour construire un pays. «Seulement, vous devez à votre tour soigner le service. Et être en mesure de payer l'impôt et les taxes. Car, cet argent est aussi utilisé à la reconstruction du pays», a souligné le Chef de l'Etat.

Au terme de cette rencontre, le Chef de l'Etat a dit avoir saisi les préoccupations des jeunes entrepreneurs, réaffirmant sa volonté d'aider à l'émergence d'une classe moyenne en RDC

«J'ai compris maintenant que nous n'avons pas travaillé en vain qu'il y a vraiment de l'espoir dans ce pays et que j'ai eu raison de croire en l'entrepreneuriat congolais», a lancé le Président de la République, se félicitant de n'avoir pas prêché dans le désert. Retour en images sur cette rencontre avec l'Agence congolaise de presse (ACP).



Sortir de la guerre des imperialistes

Face à la guerre pour l'hégémonie géopolitique mondiale qui oppose, par l'Ukraine interposée, les impérialistes russes aux impérialistes occidentaux, les RD-Congolais sont incroyablement divisés en trois camps distincts, séparés et antagoniques : Pro-Russie, pro-Occident et pro-RDC ! Et pourtant, dans cette guerre des monstres les plus

froids des monstres ou des bourreaux les plus cruels des faibles toujours égocentriques, leur place n'est ni derrière la Russie, ni derrière l'Occident, mais bien plutôt aux côtés de leurs compatriotes qui se battent, ici même, pour la survie de leur propre pays. Tribune de Musene Santini Be-Lasayon.

Au regard de la guerre pour l'hégémonie géopolitique mondiale que se livrent, par le biais de l'Ukraine, la Russie de Vladimir Poutine et l'Occident conduit par les Etats-Unis d'Amérique de Joe Biden, les RD-Congolais sont incroyablement divisés en trois camps distincts, séparés et antagoniques. Certains se réclament être des partisans de la Russie de Vladimir Poutine contre l'Occident de Joe Biden. Certains autres se disent défendre l'Occident de Joe Biden contre la Russie de Vladimir Poutine. Certains autres encore, refusant toute sorte de balkanisation de leur pays, se rangent catégoriquement derrière la RD-Congo de Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo. Mais, ils ne sont ni contre, ni pour l'Occident ou la Russie. Ils sont plutôt tout simplement pour la RD-Congo. A travers les lignes qui suivent, nous tentons d'exposer et de décortiquer les arguments que chacun de ces trois camps avance pour justifier sa position.

GUERRE DES BOURREAUX

Cependant, avant d'y arriver, deux observations s'imposent. Primo, ce que nous rapportons ici est le fruit, non pas d'une grande enquête sociologique concernant la guerre en Ukraine et ce en rapport avec la guerre sévissant dans l'Est de la RD-Congo quasi-abandonnée par l'Occident depuis environ trente ans. Il s'agit plutôt des résultats des entretiens libres, individuels et collectifs conduits, du mois de juin au mois d'août 2023, avec un certain nombre d'universitaires de divers formations académiques et milieux socio-professionnels de Kinshasa. Dans ce contexte, il nous est très difficile de mesurer le degré exact des sentiments des participants à nos entretiens envers la Russie, l'Occident et la RD-Congo. Mais, nous dégageons avec aisance, à travers leurs propos, leurs penchants à l'égard de l'une ou de l'autre de ces trois entités géopolitiques.

Secundo, de l'avis général des experts des sociétés est-européennes post-soviétiques, tels que Hélène Carrère d'Encausse, Jean Radvagni, Françoise Thom et Gilles Favarel-Garigues, la guerre en Ukraine n'est pas du tout une guerre idéologique opposant la gauche marxiste-léniniste, socialiste, communiste, totalitaire et révolutionnaire à la droite libérale, capitaliste, démocratique et réactionnaire. Comme c'était le cas durant la très longue guerre froide de 1945 à 1991. Car, l'Occident demeure fondamentalement libéral, capitaliste et démocratique. Alors que la Russie de Vladimir Poutine paraît avoir essentiellement rompu avec le marxisme-léninisme, le socialisme et le communisme de l'ère soviétique. Elle n'en garde, cependant, que le système agressif de propagande et de coercition politico-idéologique. Pour preuve,



Instrument de régulation pour la paix mondiale, l'ONU, apparemment dépassée et obsolète, doit être réformée

le parti communiste russe d'aujourd'hui, resté essentiellement orthodoxe, est le leader incontesté des farouches oppositions à ce régime foncièrement nationaliste et totalitaire du parti Russie Unie au pouvoir depuis 23 ans. D'ailleurs, rapporte Gilles Favarel-Garigues, les experts qualifient généralement le présent régime politique russe de « super-présidentiel, de démocratie dirigée, de milocratie libérale ou d'autoritarisme bureaucratique. » Ils perçoivent la guerre en Ukraine comme l'expression violente des ambitions illimitées de son instigateur, Vladimir Poutine, et de l'orgueil également démesuré des Occidentaux qui croient détenir, pour de bon, l'hégémonie géopolitique sur le monde entier. La guerre en Ukraine est donc, en réalité, une guerre pour l'hégémonie géopolitique mondiale fondée sur les intérêts particuliers directs des Russes et des Occidentaux et non des rd-Congolais. Autrement dit, cette guerre oppose, entre eux, les monstres les plus froids des monstres ou les bourreaux les plus cruels des faibles, c'est-à-dire, les impérialistes russes aux impérialistes occidentaux, toujours égocentriques.

Ces deux importantes remarques précisées et soulignées, revenons maintenant aux trois différents camps hostiles dans lesquels s'inscrivent les rd-Congolais quant à la guerre en Ukraine par rapport à celle de l'Est de leur propre pays.

DERRIERE LA RUSSIE

Le premier groupe, le plus bruyant et le plus grouillant de tous, c'est celui des pro-Russie, mieux, des pro-Poutine. Car, il se constitue, en réalité, des fanatiques et autres inconditionnels de Vladimir Poutine considéré comme un leader ou un héros inimitable. Et ce, pour deux raisons connexes. Primo, metteur en scène consommé de sa propre personne, le président de la Fédération de Russie se pose en figure de proue de la farouche opposition à la domination uni-

latérale de l'Occident sur le monde entier et de la soumission inconditionnelle à ce monde « pourri, satanique et cupide », selon ses propres mots. Il le démontre en défiant, par la guerre totale et impitoyable qu'il impose à l'Ukraine, les Etats-Unis d'Amérique et ses alliés de l'Union Européenne, les détenteurs exclusifs de l'hégémonie géopolitique mondiale et les soutiens indéfectibles de l'Ukraine contre sa Russie. Secundo, Vladimir Poutine fait rêver à ses partisans, sans leur avoir dévoilé la procédure à suivre pour y parvenir, l'avènement de l'hégémonie géopolitique mondiale multipolaire, partenariale et équilibrée que les BRICS revendiquent au nom de tous les opprimés de l'ordre mondial actuel mené par l'Occident depuis le 16^{ème} siècle.

Ce groupe pro-Russie est psychologiquement conduit, ragailardi, requinqué et subjugué par le discours ratio-émotionnel anti-hégémonie géopolitique américaine en particulier et occidentale en général de Vladimir Poutine. Il prend cette propagande agressive, incessamment répétée, pour parole d'Évangile. Il perçoit la Russie comme un pays à diplomatie accommodante, douce et coopérative par rapport à celle de l'Occident qu'il juge offensive, hégémonique et écrasante. Il qualifie l'Occident d'hypocrite, d'injuste, d'ingrat et de méchant à l'égard de la RD-Congo. Il lui reproche particulièrement de laisser, depuis environ trois décennies, certaines de ses puissantes multinationales armer le Rwanda de Paul Kagame. Et ce, dans l'objectif d'attaquer, de déstabiliser et d'envahir incessamment et impunément, pour des raisons mercantilistes, la RD-Congo qu'il exploite pourtant depuis 138 ans. Pendant qu'il abandonne l'Est de la RD-Congo au Rwanda de Paul Kagame commandité par certaines de ses puissantes multinationales, il soutient massivement et puissamment, depuis le 24 février 2022, l'Ukraine de Volodymyr Zelensky contre la Russie de Vladimir Poutine.

Face à cette politique absurde de deux poids, deux mesures de l'Occident, ce groupe, viscéralement anti-américain en particulier et anti-occidental en général, prend clairement et nettement position en faveur de la Russie de Vladimir Poutine. Se fondant sur la supériorité supposée de la Russie dans le domaine du nucléaire militaire (elle aurait plus de têtes nucléaires que les Etats-Unis d'Amérique), il pousse l'Etat rd-congolais à s'allier exclusivement à cette dernière. Et ce, dans le but ultime de libérer l'Est du pays du joug rwandais et, par ricochet, occidental. Il croit au plus haut point que la promotion et la défense des intérêts majeurs de la RD-Congo doivent nécessairement passer, aujourd'hui, par une alliance particulière, spéciale et exclusive avec la Russie de Vladimir Poutine. Car, contrairement à l'Occident, la Russie est disposée à accompagner la RD-Congo dans ses efforts pour mettre fin à la guerre sévissant dans sa partie Est et pour son développement.

DERRIERE L'OCCIDENT

Le deuxième camp, dit pro-Occident, dénonce et condamne également, avec force, le comportement ambigu et hypocrite de l'Occident envers la RD-Congo quant à la guerre bientôt trentenaire dans sa partie Est. Cependant, il croit qu'il est fondamentalement logique, normal et juste que l'Occident assiste massivement et puissamment l'Ukraine dans la guerre injustifiée que la Russie de Vladimir Poutine, la deuxième puissance militaire mondiale, inflige à son voisin infiniment plus petit et plus faible. Il qualifie l'instigateur de cette guerre, Vladimir Poutine, de fou, de sanguinaire, de criminel, d'assassin, de dictateur insensé et incorrigible, etc. Il juge la Russie, deuxième puissance mondiale uniquement militaire, mais économiquement et technologiquement arriérée par rapport à l'Occident, incapable d'assister sérieusement, profondément et intégralement la RD-Congo dans son combat pour le développement. Car, ce pays est confronté, non seulement à la guerre dans sa partie Est, mais aussi et surtout à d'innombrables autres problèmes inextricables dans tous les secteurs d'activités. Or, le seul et l'unique bénéficiaire que la RD-Congo peut tirer de la coopération privilégiée ou exclusive avec la Russie de Poutine, ce sont des armes, des munitions, des véhicules et des avions de guerre. Et ce, bien sûr, en échange avec des cargaisons et des cargaisons des minerais stratégiques rd-congolais. En dehors de ces instruments de guerre russes, la RD-Congo ne peut s'attendre à rien d'autre de plus. Pire, il n'y a aucune garantie que ces instruments de guerre russes feront gagner la RD-Congo contre le Rwanda et l'Occident.

Pour se convaincre de l'infime importance de la coopération avec la

Russie, ce camp pro-Occident propose que l'on se mette à compter et à comparer, objectivement, ce que les Occidentaux et les Russes ont déjà réalisé en RD-Congo. Il jure, sans peur de se tromper, qu'on ne trouverait, à travers ce pays, aucune petite école, aucun petit hôpital, aucune petite route, aucune petite entreprise, etc, comme résultats de la coopération plus que soixantenaire avec la Russie! Par contre, malgré sa politique coloniale et néocoloniale, l'Occident, longtemps représenté sur le terrain par le royaume de Belgique, a quand même montré le chemin du développement à la RD-Congo. Quels exemples concrets? Dès son établissement ici en 1885, il s'est employé à créer ce grand Etat africain qui n'avait jamais existé avant lui et qui fait la fierté des autochtones. A part la ville de Gbadolite fondée sous le régime Mobutu, il a progressivement créé, en 75 ans, tous les autres villes et centres urbains du pays. Par l'intermédiaire des Eglises Catholique et Protestant qu'il a autorisées à s'implanter ici, il a doté la RD-Congo de l'écrasante majorité de ses institutions d'enseignement et de santé de tous les niveaux pendant et après la colonisation. Malgré certains désinvestissements opérés dans la seconde moitié des années quatre-vingt-dix, il est demeuré, pendant très longtemps, l'incomparable premier investisseur étranger de la RD-Congo. En effet, l'écrasante majorité des entreprises et des banques de toutes les tailles et de tous les secteurs d'activités, qui faisaient travailler les Congolais, étaient occidentales. L'écrasante majorité des diverses infrastructures publiques (bâtiments, ponts et chaussées, rails, barrages hydro-électriques, etc) du pays sont des apports indéniables de l'Occident. Enfin, si l'Occident n'était réellement que « pourri, satanique et cupide et la Russie paradisique », comment expliquer que des rd-Congolais de toutes les tendances idéologiques, qui s'expatrient particulièrement pour des raisons socio-économiques, ne vont jamais en Russie, mais toujours dans les pays occidentaux : Belgique, Etats-Unis d'Amérique, Canada, Royaume-Uni, France, Allemagne, Suisse, Pays-Bas, Suède, Norvège, Danemark, etc, par exemples? Des rd-Congolais honnêtes, sérieux et responsables ne peuvent pas nier, argue ce groupe pro-Occident, ces nombreuses et diverses évidences occidentales à travers le pays. Par conséquent, ils ne peuvent renier l'Occident à cause de l'outrecuidance de certaines de ses multinationales liées à la guerre de l'Est et de son impérialisme qu'ils connaissent pourtant mieux que l'impérialisme russe. Au contraire, la présente conjoncture est la mieux indiquée pour l'Etat rd-congolais de rendre, par une diplomatie pro-active, plus dynamique et plus

(Suite à la page 10)

Sahara : l'ONU réaffirme l'autonomie comme unique option

Le Conseil de sécurité « décide de proroger le mandat de la MINURSO jusqu'au 31 octobre 2024 », lit-on dans le texte de la résolution 2703, dont les Etats-Unis sont le porte-plume. La résolution a été adoptée par 13 voix pour et deux abstentions. Dans cette nouvelle résolution, l'instance exécutive des Nations-Unies a réaffirmé son soutien à l'initiative marocaine d'autonomie, présentée par le Maroc en 2007, en tant que base sérieuse et crédible à même de mettre fin au différend régional sur le Sahara marocain, tel que consacré dans les résolutions du Conseil de sécurité.

La nouvelle résolution 2703 du conseil de sécurité sur le Sahara, même si elle ne diffère pas dans ses formulations principales de celle qui l'a précédée, installe l'option de l'autonomie proposée par le Maroc comme unique solution pour ce conflit territorial. C'est en tout cas, la vive impression que dégagent et les travaux et les discours et la résolution votée par l'ONU pour proroger la mission de la MINURSO dans le Sahara marocain.

Cette impression provient de nombreux facteurs politiques qui ont entouré le contexte diplomatique général de cette discussion onusienne. Outre le fait que le texte appuie avec une force inédite la nécessité de parvenir à une solution politique durable mutuellement acceptée par l'ensemble des parties impliquées dans ce conflit, appelées encore une fois à participer à des tables rondes, ce texte est d'une grande clarté. Une clarté qui frappe par les vérités premières qu'il met sur la table des débats et des négociations. Il exclut évidemment toute solution militaire à ce conflit comme l'esprit même de la MINURSO le stipule, mais n'évo-

que à aucun moment une logique référendaire qui entretiendrait auprès des séparatistes et de leurs parrains algériens de nombreux fantasmes.

En fait, l'importance majeure de cette résolution provient de son contexte régional et international. Et il est dans l'échec flagrant d'un double pari algérien, d'abord sur les Russes ensuite sur les Français. Le régime algérien avait mobilisé toutes ses cartes pour pouvoir influencer sur cette décision internationale sur le Sahara. Et ce fut une grande déception qui aura certainement un impact majeur sur Alger, et sa politique antagoniste envers le Maroc.

Déception à l'égard des Russes d'abord. Durant le grand bras de fer entre Moscou et la communauté internationale autour de l'Ukraine, le régime algérien avait tout cédé à Moscou au risque de se créer des animosités internationales avec l'unique espoir de voir la diplomatie russe devenir plus agressive envers le Maroc au niveau des Nations Unies.

Or, la surprise algérienne fut sans équivoque. Effectivement, les Russes n'ont pas voté contre cette résolution, ils se sont contentés de s'abstenir, ce



qui est une position moins forte que le refus, mais aussi, fait politique rare, la diplomatie russe n'a pas mené un combat ou un lobbying puissant qui puisse semer le doute sur une éventuelle unanimité de la communauté internationale sur l'importance politique de l'option de l'autonomie.

Le positionnement russe, même à travers la posture de l'abstention, installe cette atmosphère internationale générale que la conviction existe au sein du conseil de sécurité qu'en fin de parcours, il n'y a d'autres solutions à cette crise du Sahara que celle de l'autonomie, ce qui équivaut à une reconnaissance de la souveraineté du Maroc sur son Sahara.

La seconde grande surprise algérienne, et sans doute la plus douloureuse, est celle qui est venue du positionnement français. Alger misait beaucoup sur le fait que la crise chronique

qui caractérise les relations entre Rabat et Paris, le froid glacial de leurs rapports depuis de longs mois, puissent impacter la perception française de ce conflit au sein des Nations Unies.

Or l'intervention du représentant français au sein du conseil de sécurité fut cauchemardesque pour le régime algérien. Non seulement la France rappelle avec des mots forts qu'elle a été une des premières puissances à soutenir l'option de l'autonomie, mais appelle à sa mise en oeuvre. « *Le rappelle le soutien historique, clair et constant de la France au plan d'autonomie marocain. Ce Plan est sur la table depuis 2007, il est temps d'avancer. Il est temps de l'appliquer* », a dit le représentant de la France.

Alors que certains qui soufflaient sur les braises de la discorde entre Rabat et Paris espéraient que la diplomatie française puisse changer en fa-

veur de la vision algérienne, Paris est non seulement resté ferme dans ses convictions à l'égard de la solution marocaine, mais la diplomatie française a sans doute profité de cette opportunité onusienne pour envoyer des messages de réconciliation vers le Maroc, provoquant à n'en pas douter une immense déception algérienne. Au travers de cette résolution 2703 donc, le Maroc a réalisé un incontestable succès sur le chemin de la conviction et de la persuasion de la communauté internationale de la pertinence de la solution qu'il propose. Le texte montre aussi que tous les efforts menés par le régime algérien à l'égard de deux puissances qui pouvaient polluer cette certitude, la Russie et la France, se sont évaporés, laissant la diplomatie algérienne et son protégé le Polisario, devant un indésirable champ de ruines.

AVEC HESPRESS

L'Éthiopie est prête à accueillir la Conférence économique africaine 2023

Le décor est désormais planté pour l'édition 2023 de la Conférence économique africaine, organisée conjointement par la Banque africaine de développement, la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

La Conférence se tiendra du 16 au 18 novembre prochains dans un format hybride, le lieu physique étant le Centre de conférence des Nations unies à Addis-Abeba, en Éthiopie.

Cette année, le plus grand rassemblement économique et de recherche du continent se concentrera sur les « *Impératifs du développement industriel durable en Afrique* ». Des ministres africains, des partenaires des Nations unies et des repré-

sentants clés du secteur du développement et du secteur privé se réuniront pour discuter des défis et des possibilités qui s'offrent à l'Afrique pour stimuler l'industrialisation verte et durable.

La Conférence économique africaine 2023 sera également l'occasion pour des universitaires confirmés et de jeunes chercheurs de présenter aux décideurs leurs travaux de recherche axés sur les solutions.

CONTEXTE

La pandémie de Covid-19 a mis en évidence les insuffisances des industries africaines et la dépendance du continent à l'égard des fabricants étrangers, notamment ce qui concerne les médicaments et les dispositifs médicaux nécessaires pour répondre à la crise sanitaire.

En outre, l'interruption de la chaîne d'approvisionnement mondiale pendant la pandémie a mis en évidence la faible intégration de l'Afrique dans les chaînes de valeur mondiales.

Des investissements massifs dans les infrastructures, y compris l'énergie, créeront un environnement propice à l'industrialisation du continent. Il faut apporter une réponse dynamique aux besoins d'infrastructures et d'énergies alternatives ainsi que la garantie d'une gestion et d'une maintenance efficaces.

La Conférence économique africaine 2023 est axée sur les efforts visant à accroître l'industrialisation durable en Afrique et à répondre aux aspirations de l'Agenda 2063 de l'Union africaine, notamment : mieux s'intégrer dans les chaînes de valeur mondiales pour

stimuler la croissance inclusive; favoriser les entreprises vertes pour un développement social rapide; explorer les options du secteur privé et le partenariat public-privé pour le financement d'une industrialisation durable ; stimuler les marchés intérieurs africains et les capacités de production afin d'accroître l'autosuffisance et l'autonomie pour de nombreux biens et services de base.

Les participants examineront les exemples de réussite de l'industrialisation durable, y compris en Afrique. Depuis sa création en 2006, la Conférence économique africaine a favorisé la recherche, le dialogue entre experts et politiques, et le partage des connaissances sur un large éventail de questions et de défis auxquels l'Afrique est confrontée.

Pour rappel, la Confé-

rence économique africaine est le principal forum panafricain pour discuter des défis et des opportunités économiques émergents.

Le Groupe de la Banque africaine de développement a organisé la Conférence économique africaine pour la première fois en 2006 afin d'améliorer l'efficacité de ses opérations en matière de développement. La Commission économique des Nations unies pour l'Afrique s'est jointe à l'organisation en 2007 et le Programme des Nations unies pour le développement en 2010.

Les conférences précédentes ont souligné l'importance d'adapter les politiques, les instruments et les accords internationaux, et de renforcer les capacités locales des États africains afin de mieux répondre aux besoins de l'Afrique.

AVEC APO

(Suite de la page 8)

Sortir de la guerre des imperialistes

agissante, l'Occident plus conscient que jamais auparavant de ses responsabilités historiques sur le sort de la RD-Congo et de l'amener à changer positivement de comportement, d'attitudes et de pratiques à son égard. Visiblement anti-russe, ce camp croit donc en la capacité de l'Occident, généralement attaché à la démocratie, de se ressaisir, de s'amender et d'apporter encore à la RD-Congo l'assistance dont elle a grandement besoin pour mettre fin à la guerre de l'Est et pour son développement.

DERRIERE LA RDC

Le troisième et dernier camp, dit pro-RDC, dénonce et condamne aussi, comme les deux premiers, le comportement hypocrite et ambigu de l'Occident vis-à-vis de la RD-Congo durant les trois dernières décennies. Comme le deuxième groupe, il reconnaît et apprécie quand même les réalisations de l'Occident en RD-Congo. Cependant, contrairement aux deux premiers camps, il tient à la promotion, à la défense et à la progression ininterrompues d'un développement essentiellement endogène en RD-Congo. Un développement promu et défendu par des rd-congolais et puissamment soutenu par l'Etat rd-congolais. Dans cet objectif, il juge très sévèrement et l'Occident et la Russie et même la Chine. Considérant l'ensemble de leurs oeuvres à travers le monde, il ne fait confiance ni à l'Occident, ni à la Russie, ni même à la Chine quant à la consistance de leur contribution au développement de la RD-Congo. Car, ils sont tous de cyniques monstres froids toujours accrochés à la promotion, à la défense et à l'accroissement ininterrompus de leurs seuls intérêts au détriment de ceux des pays les plus faibles qu'ils exploitent inconsidérément.

Pour preuves palpables, l'Occident a colonisé tous les pays d'Afrique, d'Océanie, d'Amérique latine, des Antilles et des Caraïbes et la majorité des pays d'Asie. Et ce, durant plusieurs siècles ou décennies. Partout, même après l'accession de ses ex colonies à la souveraineté nationale et internationale, il se comporte toujours en maître. Il domine, exploite et ruine politiquement, économiquement, socialement et culturellement tous les pays des régions géographiques précitées. Actuellement, l'écrasante majorité de ces pays, demeurés généralement pauvres, misérables et sous-développés, le boudent ou le contestent. Mais, ils n'abandonnent pas, pour autant, cet Occident qui les assujettit! Cependant, depuis environ deux ans, trois pays d'Afrique francophone occidentale, en l'occurrence le Mali, le Burkina Faso et le Niger, tentent, pour des raisons évidentes d'exploitation éfrennée, de s'éloigner et de se séparer de la République de France, leur ancienne puissance coloniale et néocoloniale. Ils essaient de se rapprocher de la Russie de Poutine qui, sans attendre, met à leur disposition ses mercenaires du groupe Wagner pour leur protection.

La Russie, qu'elle soit tsariste ou soviétique, a aussi politiquement,

économiquement, socialement et culturellement colonisé, dominé, exploité et ruiné la quasi-totalité des pays de l'Europe centrale, tous les pays de l'Europe de l'Est et tous les pays d'Asie centrale. Et ce, pendant des siècles ou des décennies. Mais, au bout du compte, aucun de ces pays n'a pris de l'envol en matière de développement. En plus, leur seule et unique véritable puissance coloniale et néoloniale, la Russie tsariste d'abord, l'URSS par la suite, désillusionnée par ses propres contradictions internes, s'est finalement disloquée en décembre 1991. De ce fait, certains pays voisins, autrefois souverains, indépendants et libres, qu'elle avait intégrés par la force en son sein et transformés en ses républiques fédérées, sont redevenus des Etats indépendants, souverains et libres comme auparavant. Les ex-démocraties populaires, jadis pays satellites de l'URSS enfermés dans un camp retranché du monde, sont aussi redevenues des Etats indépendants, souverains et libres comme auparavant. Et ces anciennes républiques fédérées soviétiques et ces ex-démocraties populaires ont abandonné, dans leur écrasante majorité, la Russie de Vladimir Poutine. D'où, la mort subite inévitable du Pacte de Varsovie et du Comecon qui les reliaient entre elles, sous l'égide de Moscou, sur les plans respectivement militaro-politico-idéologique et économique-commercial. D'où, la plupart d'entre elles se sont rapprochées, ont déjà rejoint ou tendent à rejoindre l'Otan et l'Union Européenne. D'où, les guerres que la Russie de Poutine a suscitées et imposées à la Géorgie en 2008 et à l'Ukraine en 2014 et en 2022. D'où, enfin, les menaces qu'elle fait peser sur la plupart de ses anciens vassaux affranchis tels que la Pologne, la Géorgie, la Lettonie, etc, qu'elle tiendrait à ramener sous son giron.

Sous le couvert de l'URSS, la Russie, la seule et l'unique puissance de ce conglomérat d'Etats qui se sont finalement avérés tout simplement juxtaposés, avait la main mise sur certains pays d'Afrique, tels que le Ghana de Kwame N'krumah, la Guinée Conakry de Sékou Touré, le Congo-Brazzaville de Marien Nguabi et Sassou N'guesso, le Mozambique de Samora Machel et Joachim Chissano, l'Angola d'Agostino Neto et Eduardo Dos Santos; sur quelques pays d'Amérique latine à l'instar du Nicaragua des sandinistes; et sur quelques pays des Antilles et des Caraïbes, comme Cuba de Fidel Castro; et sur certains autres pays d'Asie, aux côtés de la Chine de Mao, tels que le Vietnam de Hồ Chi Minh et le Cambodge des Kmers Rouges. Mais, aucun de ces divers pays n'est sorti du sous-développement. Au contraire, ils se sont davantage enfoncés dans la pauvreté et misère les plus indescriptibles. Finalement, ils se sont tous réconciliés avec l'Occident, le diable!

Selon ce troisième et dernier camp, dit pro-RDC, les grandes puis-

sances mondiales, qu'elles soient de l'Occident ou de l'Orient, sont globalement des oiseaux du même plumage. Rejeter, dans ce contexte, l'Occident en vue d'embrasser précipitamment et aveuglément la Russie de Vladimir Poutine équivaudrait à déshabiller Saint Pierre pour habiller Saint Paul. En effet, Saint Paul et Saint Pierre sont, tous deux, de la même nature chrétienne. Ils visent, tous deux, la propagation et l'inculturation de l'Évangile de Jésus-Christ à travers le monde. La Russie et l'Occident sont également, tous deux, de la même nature impériale et expansionniste. Ils sont, tous deux, de cyniques monstres froids toujours endints à dominer et à exploiter littéralement les autres pays du monde, surtout les plus faibles. Egocentriques, ils ne promeuvent, ni défendent et ne développent sérieusement que leurs seuls intérêts au détriment de ceux des autres pays avec lesquels ils font semblant de traiter d'égal à égal.

A ce sujet, ce camp exhibe le cas du contrat du siècle que la RD-Congo avait signé, en avril 2008, avec un groupe d'entreprises chinoises. Et ce, dans le cadre de la joint-venture Sicominex qu'ils avaient montée ensemble. Contrat par lequel les Chinois ont, selon l'Inspection Générale des Finances (IGF), roulé le gouvernement congolais sur tous les plans. En effet, pour réaliser le programme d'infrastructures dont le pays a grandement besoin pour son développement, le gouvernement avait mis à la disposition de la Sicominex des gisements riches en minerais de cuivre, de cobalt et de lithium évalués à près de USD 93 milliards. Il a ajouté, à ces riches gisements miniers, les exonérations de tous droits de l'Etat estimés à environ USD 10 milliards. Les deux entreprises chinoises n'ont apporté aucun capital frais leur appartenant en propre. Elles ont seulement amené un endettement de USD 4,4 milliards emprunté d'Exim Bank China pour le fonctionnement de la Sicominex. Cependant, les deux entreprises chinoises ont gagné, à elles seules, USD 17 milliards, les banques prêteuses chinoises USD 1,2 milliards et la RD-Congo à peine USD 0,8 milliards en infrastructures depuis 2008! En plus, la Sicominex, pourtant basée en RD-Congo, n'utilise jamais les entreprises sous-traitantes congolaises dans les travaux qu'elle conduit ici! Elle fait plutôt appel à des compagnies sous-traitantes chinoises installées ici ou ailleurs!

Considérant toutes ces réalités concrètes, ce troisième et dernier groupe conclut qu'il n'y a point, entre l'Occident et la Russie, le moindre mal. Car, ils sont tous habités par le même esprit dominant de mercantilisme, quel qu'en soit le degré. Ils sont tous des capitalistes sauvages, des exploiters insouciers de leurs prétendus partenaires, des expansionnistes autoritaires et des impérialistes sans scrupules. La preuve la plus tangible de leur iniquité incomparable? Aucun pays d'Afrique, d'Asie, d'Océanie, d'Amérique latine, des Antilles et des Caraïbes, etc, n'a ja-

mais émergé ou ne s'est jamais développé selon le modèle occidental, grâce à l'Occident. Aucun pays d'Europe centrale, d'Europe orientale, d'Asie centrale, d'Afrique, des Amériques, etc, n'a jamais émergé ou ne s'est jamais développé, selon le modèle soviétique ou russe, grâce à l'URSS ou à la Russie. Au contraire, certains de ces pays sont devenus plus pauvres et plus misérables que jamais auparavant. C'est dire que les quelques pays qui émergent, même s'ils s'inspirent des expériences des autres et optent généralement pour le mode de production capitaliste, empruntent leur propre voie.

TRILOGIE GAGNANTE

Ainsi, dans cette guerre en Ukraine, la place des rd-congolais n'est ni derrière l'Occident mené par les Etats-Unis d'Amérique, la superpuissance mondiale, ni derrière la Russie, la deuxième puissance militaire mondiale, ni derrière la Chine, la deuxième puissance économique mondiale, mais bien plutôt aux côtés de leurs concitoyens qui se battent, en RD-Congo même, pour la survie de leur pays. Et ce, d'autant plus qu'ils désapprouvent et condamnent, à l'unanimité, l'implication de certaines multinationales occidentales, aux côtés du Rwanda, dans la guerre sévissant dans l'Est de leur pays. Cependant, quant à l'idée de privilégier les relations diplomatiques et de coopération au développement soit avec la Russie seule, soit avec l'Occident seul, soit avec la Chine seule dans toutes les questions touchant à la guerre de l'Est et au développement de leur pays, ils sont foncièrement divisés en trois camps distincts, séparés et antagoniques difficilement réconciliables!

D'où, s'ils tiennent vraiment à mettre fin à la guerre que le Rwanda de Paul Kagame, soutenu par quelques multinationales occidentales, leur impose, ils doivent se refuser de se diviser en fonction du comportement, des attitudes et des pratiques de l'Occident face à la guerre en Ukraine et à celle de l'Est de leur pays. Ils doivent également se refuser de succomber à la propagande russe qui ne sert que les intérêts russes et uniquement russes. La guerre en Ukraine et la guerre dans l'Est-RDC sont d'ailleurs, dans le fond, deux guerres différentes par leur nature et leurs protagonistes. Elles sont incomparables. Car, la guerre en Ukraine est une guerre impérialiste pour l'hégémonie géopolitique mondiale. Elle oppose deux puissances impérialistes mondiales, la Russie et l'Occident piloté par les Etats-Unis d'Amérique, les deux cyniques monstres les plus froids des monstres. La guerre dans l'Est-RDC est une guerre mercantiliste. Elle oppose deux pays pauvres et faibles, la RD-Congo et le Rwanda. Mais, le Rwanda, plus faible et plus pauvre que la RD-Congo, est commandité et soutenu par certaines puissances multinationales occidentales friandes des minerais stratégiques rd-congolais. Ces dernières acquièrent, à vil prix, ces minerais stratégiques rd-congolais au moyen

des opérations militaires qu'elles financent et que le Rwanda mène dans l'Est de la RD-Congo.

Dans ce contexte, les rd-congolais doivent psychologiquement sortir, pour raison d'efficacité et d'efficience, de la guerre impérialiste en Ukraine qui n'est pas du tout leur guerre. Ils doivent plutôt se consacrer et se concentrer uniquement et sérieusement, dans l'unité la plus totale, sur la guerre mercantiliste de l'Est contre l'impérialisme ennemi rwandais jusqu'à son dernier retranchement. En vue d'y parvenir, ils sont appelés à franchir, au préalable, les cinq importantes et stratégiques étapes opératoires suivantes: Premièrement, identifier systématiquement toutes les fameuses multinationales occidentales impliquées dans la guerre de l'Est. Deuxièmement, chercher et obtenir impérativement de négocier, d'égal à égal, directement avec les présidences exécutives de ces fameuses multinationales occidentales friandes des minerais stratégiques rd-congolais et leurs gouvernements respectifs. Troisièmement, trouver avec ces derniers un modus vivendi rationnel, réaliste, opérationnel, juste et profitable à tous. Quatrièmement, ne compter ni sur les Occidentaux seuls, ni sur les Russes seuls, ni sur les Chinois seuls, mais bien plutôt avant tout et après tout sur les rd-congolais, obligés à chercher, à trouver et à déterminer, eux-mêmes, les voies et moyens les meilleurs de sortir leur pays du gouffre dans lequel il se trouve. Cinquièmement, enfin, emprunter, à l'instar des Sud-Coréens, des Brésiliens, des Indiens et des Chinois, leur propre voie pour émerger. Ils ont, en effet, tous les atouts, sauf deux: le patriotisme véritable et la volonté politique de développer, eux-mêmes d'abord, eux-mêmes ensuite et eux-mêmes enfin, leur leur propre pays.

En définitive, la solution aux multiples et embrouillés problèmes de la RD-Congo ne se trouve ni dans la guerre contre le Rwanda et l'Occident, ni dans l'**alliance exclusive, spéciale ou particulière** soit avec la Russie de Vladimir Poutine, soit avec la Chine de Xi Jinping, soit avec l'Occident de Joe Biden, ni dans le repli sur soi-même, mais bien plutôt, avant tout et en dernier ressort dans la conjugaison simultanée, rationnelle et responsable de la trilogie gagnante ci-après: 1) le patriotisme sincère, sérieux, engagé et réellement appliqué de ses propres citoyens; 2) la volonté politique farouche, implacable et optimale de sa prise en charge effective, profonde et totale en ses propres citoyens; et, enfin, 3) la diplomatie et la coopération au développement stratégiques et rentables avec le reste du monde, dont les incontournables grandes puissances impérialistes mondiales. Et ce, dans le cadre du partenariat, au sens plein de ce terme, rationnellement et responsablement conduit par des autorités politiques et autres hauts cadres rd-congolais imbus de la vertu politique.

MUSENE SANTINI BELASAYON (CP)

Linafoot : OC Renaissance défie Etoile du Kivu ce mercredi à Bukavu

Après sa déroute face à Maniema Union, l'OC Renaissance va à l'assaut de l'Etoile du Kivu ce mercredi à Bukavu.

NANA K.

La 29^{ème} édition de la division d'élite du championnat de la Ligue nationale de football (Linafoot) se poursuit ce mercredi à Bukavu avec la rencontre qui oppose l'OC Renaissance à l'Etoile du Kivu, en match remis de la phase aller du Groupe B.

Initialement prévue le 29 octobre 2023, la rencontre a été reportée au 1^{er} novembre 2023.

En conférence de presse d'avant-match, le coach de l'Etoile du Kivu, André Kona Ngole, s'est montré optimiste et confiant pour la victoire de son équipe. « De la même manière qu'on a battu l'Association Sportive V. Club de Kinshasa, c'est de la même manière aussi qu'on va battre l'OC Renaissance du Congo ». Et d'ajouter : « On fera un très bon match face

à renaissance qui vient d'une défaite. Je fais confiance à mon équipe pour enchaîner une deuxième victoire consécutive afin de se positionner au classement provisoire de la ligue nationale de football dans sa phase aller ».

Côté Renaissance, le capitaine de l'équipe se dit déterminée à gagner cette rencontre. « Nous sommes arrivés avec un mental solide. Nous venons d'une défaite, on fera de tout notre mieux pour glaner les trois points de la journée. Nous sommes conscients et nous devons rester concentrés sur ce match », a-t-il déclaré.

Il faut noter que l'Etoile du Kivu compte quatre points pour sept sorties, alors que l'OC Renaissance du Congo affiche huit points au compteur.

Ce mercredi 3 novem-



Après avoir battu l'AS V. Club, Etoile du Kivu défie un autre club kinois, l'OC Renaissance du Congo

bre, dans le Groupe A, au stade TP Mazembe de Kamalondo, le TP Mazembe croise Sa Majesté Sanga Balende sous le coup de

15h30. Dans le même groupe, Don Bosco va se mesurer au TP Mazembe, au stade Mazembe de Kamalondo, le 7 novembre 2023.

Dans le Groupe B, jeudi 4 novembre 2023, au stade de la Concorde de Kadutu, l'Etoile du Kivu sera face à Daring Club Motema Pembe à 15h30.

Crise à l'AS V. Club : le conseil suprême saisi

À l'AS V Club, les tensions sont vives à la suite d'une série de défaites qu'aligne l'équipe. Un appel a été lancé au Conseil suprême pour sauver l'équipe, rapporte l'ACP, citant un message audio diffusé sur les réseaux sociaux.

« Mon président, Y'André Kimbuta, vice-président, prenez les choses en mains. Illico presto, convoquez une réunion de crise de l'équipe, mardi, au plus tard, avec la participation de tout le comité de direction, le staff technique et les délégués des supporters », a dit Sabin Mashini, membre du conseil suprême de V. Club, à l'attention du président du Conseil suprême, le colonel Gabriel Nyombi Ekwema.

« Nous sommes dans une dynamique dans laquelle nous n'avons rien à négocier avec le comité de direction en place et que nous n'allons pas épargner, d'autant plus que ce comité était élu. On peut convoquer une assemblée générale extraordinaire régulière avec des exceptions pour démettre ce comité, en vue de la mise en place d'un autre. Cela éviterait à V. Club de vivre le sort de l'AS Dragons Bilima qui est descendue aux enfers. DC Motema Pembe qui était sur la même voie, s'est vite ressaisi », a argumenté ce membre du Conseil des sages de V. Club qui s'est aussi tourné vers ses pairs du cercle.

« Nous devons être souples pour justifier notre identité des 'mpaka' (des sages) », a-

t-il dit. Et de souligner : « Au regard de la situation actuelle de V. Club, le Conseil suprême ne peut pas afficher un mutisme comme on le vit présentement. Son silence est, pour certains, synonyme de sa complicité. Cela, par défaillance, par incapacité ou par naïveté, laissant les choses empirées davantage. Nous avons déploré cela depuis longtemps. Car, nous avons tendance à observer ou à défendre les personnes qui gèrent l'équipe au quotidien. Pour ne pas en être complice, je me rallie à ceux des supporters de V. Club qui disent que l'équipe se meurt. En Europe, s'il y a de telles contre performances, la première victime, c'est le staff technique et éventuellement, le comité de direction. Je me rallie à ceux

qui disent que notre équipe se meurt. Selon moi, les causes de cette dégringolade sont connues de tous ».

« On ne peut pas diriger une équipe avec la méfiance de tout le monde. On sabote tout le monde et on regarde les gens avec dédain, du fait qu'on a déboursé un franc dont on ignore l'origine. C'est inexplicable que l'Etoile du Kivu, club du bas de l'échelle et distributeur des points, gagne son premier match, après huit journées contre V. Club. Pour moi, l'heure a sonné pour que les Véclubiens prennent conscience de la situation. Ne cherchons pas à soigner une plaie, mais plutôt sa cause », a conclu Sabin Mashini, qui est également membre du Comité de normalisation (CONOR) de la FECOFA.

AVEC ACP

Karaté : Kinshasa sacré champion de la 15^{ème} édition

La ville de Kinshasa a été sacrée championne de la 15^{ème} édition des championnats de la Fédération congolaise de karaté-kyokushinkaikan (FECOKYO), après sa victoire face à la province du Sud-Kivu par 4-1, dimanche, en la salle Congo Loisirs, dans la commune de Lingwala, à Kinshasa.

Cette édition des championnats qui a connu la participation de 12 provinces, a vu la ville de Kinshasa et la province du Sud-Kivu se retrouver en finale, remportée par la capitale (4-1). Pour la petite finale, la province de



l'Equateur s'est imposée devant celle de Kwilu.

Dans la série de compétitions individuelles, l'on a enregistré les résultats suivants : moyen

+57 : Minga Veve (Equateur), Billy Ikoli (Kinshasa). mi-moyens -64kg: Zero Amando (Kinshasa), Tshibamba garçons (Kinshasa). welter +65 kg : Jonathan Tshiala

(Kinshasa), Augustin Bolamba (Sud-Kivu). Mi-lourd -71kg : Jerry omari (Sud-Kivu), Yasasa Bango (Nord-Kivu), Christian Kimpanzu (Equateur). Lourd + 84 kg : Bumiku Masamba (Equateur), Yams Kabongo (Kinshasa).

La Fédération congolaise de karaté kyokushinkaikan boudera les activités en rapport avec la 15^{ème} édition des championnats nationaux de la spécialité par l'organisation de l'assemblée générale extraordinaire et élective pour compléter certains postes restés vacants au niveau du comité fédéral, signale-t-on.

AVEC ACP

ECONEWS

Journal en ligne
et Tri-hebdomadaire
d'informations
générales

Complexe Nzigi (ex-Muana Nteba),
Local n°50, Kinshasa /
Gombe
Tél : +243 81 904 17 63 /
89 301 93 05
+ 243 903185670
E-mail :
kuediasala@gmail.com
www.econewsrdc.com
L'info qui fait échos

DIRECTEUR DE PUBLICATION
Faustin KUEDIASALA

RÉDACTEUR EN CHEF
Hugo TAMUSA

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION
Florent N'LUNDA N'SILU

RÉDACTION GÉNÉRALE
Faustin KUEDIASALA
Hugo TAMUSA
Florent N'LUNDA N'SILU
Tighana MASIALA
Jonathan MUTADJIRI
Nana Kanku
A.T. MPUU

COLLABORATEUR EXTÉRIEURS
Marc NZATE
Francis Mayuma

WEB MASTER
Tighana MASIALA

PRODUCTION
Michel MASUDI
+243 907314011

COMMERCIAL
John RUSHIMBA

INTENDANT GÉNÉRAL
René LOKOTA

Matata Ponyo Mapon : « Mon serment pour la revivification de la conscience patriotique »

Il y a 63 ans, précisément lors de la séance du 15 juillet 1960, que le tout premier Premier ministre congolais, Patrice Emery LUMUMBA, s'était adressé à l'Assemblée nationale en ces termes : « Le patrimoine national nous appartient (...). Nous-mêmes, les ministres, nous allons dans les milieux ruraux, nous allons labourer la terre pour montrer aux paysans comment nous devons faire nos coopératives (...). Nous ne voudrions jamais tromper le peuple (...). Les ministres doivent vivre avec le peuple (...). Nous ne devons pas passer aux yeux de la population comme les remplaçants des colonialistes. »

Notre héros national, Patrice Emery Lumumba, n'avait cru si bien dire le 09 août 1960 lorsqu'il déclara, dans sa conférence de presse, je cite : « Nous allons mettre tous nos travailleurs au travail (...). Et je vous assure, qu'avec notre foi, avec notre dynamisme, avec notre fierté nationale, le Congo sera dans cinq ans un pays fortement développé. Ce n'est pas en mendiant des capitaux que nous allons développer le pays, mais en travaillant nous-mêmes, avec nos propres mains, par nos efforts (...). Le seul slogan pour le moment : le progrès économique, tout le monde au travail, mobilisez toute la jeunesse, toutes nos femmes, toutes les énergies du pays. »

Alors que la conviction de briguer la magistrature suprême m'envahissait, ces mots du Premier ministre Patrice-Emery LUMUMBA m'interpellaient tel un chant de coq annonçant le commencement du jour qui approche.

L'orateur et homme d'État athénien du 4^{ème} siècle avant Jésus-Christ, Démosthène, n'avait-il pas dit : « Je crois d'un bon citoyen de préférer les paroles qui sauvent aux paroles qui plaisent. »

Le rêve de Patrice-Emery LUMUMBA, ainsi que de tous les pères de l'indépendance – de Simon Kimbangu, Joseph Kasa-Vubu, Antoine Gizenga, Joseph Ileo, Albert Kalonji... –, était de réussir à bâtir au cœur du continent africain un pays plus beau qu'avant dans lequel vivraient heureux des millions de Congolais, quelle que soit leur ethnie, quelle que soit leur religion, unis par le sort, par la fibre du destin et de l'histoire. Ils croyaient au travail et au mérite et leur rêve était de permettre à chaque Congolais d'avoir un travail décent, de vivre en sécurité et en paix partout sur le territoire national, de réussir dans ses projets personnels et d'avoir accès aux infrastructures socia-

les de base.

L'évaluation de la situation, 63 ans après l'indépendance, obtenue au prix de luttes amères et acharnées, de nombreuses souffrances allant jusqu'au don suprême, laisse apparaître que le rêve de nos aïeux a été trahi, leur pari pour l'avenir qu'ils ont voulu beau, a été sacrifié sur l'autel de l'égoïsme, du tribalisme, de l'ivresse du pouvoir, de la cupidité et de la mauvaise gouvernance.

Le Congolais de 2023 vit moins bien que celui de 1960, à cause d'un déficit chronique de leadership. Le Congolais de 2023 n'inspire aucun respect, sa souveraineté est piétinée. Il vit dans un marché économique captif, parce que son indépendance économique n'a jamais été véritablement gagnée.

En outre, la parole des hommes politiques a nourri et ravivé le repli ethnique et identitaire, l'âme nationale a été affaiblie, le sentiment national et le vivre-ensemble rudement éprouvés.

Ainsi avons-nous échoué à bâtir un pays plus beau qu'avant. Ainsi avons-nous échoué à travailler ensemble, en fraternité, unis dans l'effort autour d'un projet collectif. Ainsi avons-nous échoué à faire triompher la nation sur les appartenances tribales, les ambitions nationales sur l'égo.

IL EST À PRÉSENT TEMPS DE RÉUSSIR !

Il est temps de se rappeler de l'essence de notre hymne national chanté en chœur le 30 juin 1960. Cet hymne nous exhorte à l'engagement, à la décision, à l'action, au dépassement de nous-même et au travail ardu, comme le voulut Patrice-Emery LUMUMBA. Il nous dit : « Ô peuple ardent, par le labeur, nous bâtirons un pays plus beau qu'avant ... ».

Il est temps à présent de renouer avec notre destin de grandeur, pour une prospérité partagée. En ef-



Renouer avec notre destin de grandeur!
MATATA PONYO Mapon

fet, notre hymne national nous exhorte également à « *assurer la grandeur de la RDC* ». Oui, la grandeur... Or, celle-ci ne s'obtient pas simplement par les rêves, les promesses, et la prière. Elle ne s'obtient pas non plus par la facilité, la médiocrité, l'injustice, le clientélisme, la corruption, le mensonge, la fraude et la ruse.

Il est temps à présent de nous défaire de ces anti-valeurs qui nous nivellent vers le bas et maintiennent notre pays dans le sous-développement, parmi les pays les plus pauvres du monde en dépit de notre immense potentialité.

Il est temps de dresser le front, en nous armant des valeurs d'unité et de tolérance, de rigueur, de travail et de discipline, de justice et d'égalité des chances, d'ambition et d'engagement, de transparence et de dignité ; des valeurs devant nous remettre sur le chemin de la prospérité. Il nous faut donc un sursaut d'honneur. Et ce jour nouveau qui se lève nous donne l'occasion unique et exceptionnelle de nous décider dans le but, non seulement d'honorer nos aïeux, grands-parents et parents, mais aussi de reprendre ren-

dez-vous avec l'histoire et de redonner sens à notre existence commune comme peuple, en choisissant d'œuvrer à léguer aux générations futures un Congo qu'elles méritent. Un Congo uni et indivisible comme le voulait le Maréchal Mobutu Sese Seko, un Congo digne et fier pour lequel Mzee Laurent Désiré Kabila s'est sacrifié, un Congo réellement démocratique que Joseph Kabila a tenu à léguer à la postérité.

Tous réconciliés autour de notre histoire et nos ambitions nationales, tous unis et remobilisés autour de notre hymne national et l'envie réitérée de réussir ensemble, la prospérité de la RDC ne dépendra que de nous. Elle ne dépendra pas du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale ou encore de la Banque africaine de développement. La paix et la sécurité de ce pays ne dépendront que de nous. Et non des missions des Nations Unies, de l'EAC ou encore de la SADC.

Nous avons l'obligation morale, patriotique et historique de donner à notre pays une nouvelle chance de repartir sur de nouvelles bases, en revivifiant l'âme natio-

nale et la conscience patriotique par le réapprentissage de notre histoire, la réappropriation du rêve des pères de l'indépendance et la célébration de notre culture plurielle.

Avec nos enseignants, nos intellectuels, nos historiens, nos philosophes, nos artistes, nous devons nous mobiliser avec l'objectif de remettre au cœur de la vie des Congolais la fierté du sentiment national d'appartenance. Et il nous appartiendra de faire émerger une élite politique ayant le leadership capable d'opérer un changement radical dans la gouvernance du pays et de mobiliser l'âme, l'esprit et l'énergie du peuple tout entier; une élite ayant l'éthique et la morale nécessaires et capable d'aider le gouvernement à effectuer des réformes vigoureuses, douloureuses mais indispensables et incontournables **pour faire réussir notre pays, honorer le combat de nos aïeux et forger le rêve national dont hériteront les générations futures. Tel est mon serment.**

MATATA PONYO MAPON
CANDIDAT PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE